

### *Les crédits*

Le ministre des Finances a fait de l'excellent travail au chapitre de la gestion de l'économie. Ainsi, les taux d'intérêt ne frisent pas les 22 et 25 p. 100. Les agriculteurs ne se soucient plus autant du taux officiel d'escompte. Certes, ce dernier pourrait baisser. Nous ne sommes pas satisfaits des taux actuels, mais ils sont loins des 22, 23 et 24 p. 100 du début des années 1980. Il est donc faux de prétendre que notre gouvernement ne fait rien.

Permettez-moi un autre commentaire. Certains s'inquiètent de l'âge des agriculteurs. Ils craignent qu'il n'y ait pas assez de jeunes qui se lancent en agriculture. Ils ont peut-être raison. Je leur répondrais la même chose qu'à ceux qui s'inquiètent du petit nombre de femmes élues à la Chambre des communes. Il n'y en a pas assez, à mon avis, même si leur nombre augmente chaque année. De même, de plus en plus de jeunes agriculteurs se lancent en agriculture chaque année, mais il en faudrait plus. Pensez à ceci: sur une longue période, la répartition d'âge des agriculteurs est presque la même en 1986 qu'en 1931. Je ne considère pas 1931 comme un idéal, mais la situation n'est pas aussi mauvaise qu'on pourrait le penser en écoutant les partis d'opposition.

Je ne sais pas combien de temps il me reste, mais je pourrais peut-être conclure sur une note positive. Je crois fermement que nous ferons des progrès dans les négociations du GATT—Vous comprenez que, dans notre pays, toute politique agricole doit être fondée sur le commerce, surtout quand environ la moitié de chaque dollar que gagnent les agriculteurs canadiens vient du commerce. Elle doit être fondée sur une politique commerciale solide—Je disais donc que je crois que nous ferons des progrès dans les négociations du GATT sur l'agriculture. Il nous a fallu 40 ans pour arriver là où nous sommes alors qu'il n'y a pratiquement aucune règle qui régit ce domaine. Les États-Unis ont obtenu des dispenses pour certains de leurs programmes.

Personne n'a encore mis à l'épreuve la politique agricole commune de la CEE pour voir si elle est conforme aux règles du GATT. Je pense que nous allons réaliser certains progrès sur ce plan.

Personne n'a dit que l'Accord de libre-échange était parfait. C'est une chose que je n'ai jamais dite. Par contre, il nous donne une série de règles qui nous permettent de savoir beaucoup mieux à quoi nous attendre. Beaucoup de monde pense que sur ce plan la situation est meilleure qu'auparavant, comme le fait voir la hausse des investissements dans la transformation alimentaire, ainsi que la décision comme je le disais qui vient d'être prise la semaine dernière dans l'Ouest par deux établissements

de transformation de l'avoine. Quaker Oats, soit dit en passant, est en train de consacrer 13 milliards à son usine de transformation d'avoine de Peterborough.

Mais ce qu'il faut dire avant tout, c'est que l'agriculture canadienne est compétitive. J'ai été agriculteur toute ma vie. Je serais très heureux d'être en concurrence directe avec un agriculteur américain, européen, argentin ou japonais, sans l'intervention des Trésors nationaux.

Personne au gouvernement ne parle d'abandonner complètement les agriculteurs. Le député néo-démocrate qui vient d'intervenir a parlé de la suprématie du marché. Personne ne parle d'un retrait absolu de l'État.

En fait, je soutiens que dans le monde actuel le rôle de l'État consiste plus que jamais à fixer les règles du commerce international, à cause de l'importance des échanges actuels. Grâce à une série de règles meilleures et grâce à la qualité de ce que nous produisons dans ce pays, et en raison de ce que nous sommes compétitifs au jour le jour, que nous avons plus de terres arables par agriculteur que n'importe où ailleurs au monde, que nous avons de bons établissements de recherche et un bon réseau de transport, nous allons être compétitifs.

En travaillant de concert nous allons continuer de constater que dans notre pays le consommateur est fort bien approvisionné par l'agriculteur canadien. En travaillant la main dans la main, les agriculteurs et les gouvernements, fédéral et provinciaux, vont constater que l'agriculture canadienne continue et continuera de servir le pays comme elle l'a fait dans le passé.

**M. Parent:** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre. Il y a deux choses qui m'ont spécialement intéressé dans le discours du ministre. La première, c'est les éloges qu'il a adressés à la situation qui règne au Japon qui, je pense, pour reprendre sinon ses termes du moins son sentiment, n'a pas l'autosuffisance alimentaire complète. Nous savons tous que le Japon n'a pas l'autosuffisance alimentaire complète. Il doit importer une grande quantité de vivres.

Suivant les renseignements dont je dispose, et j'aimerais que le ministre donne son avis à ce sujet, le coût de l'alimentation est plus élevé d'au moins 40 p. 100 au Japon qu'au Canada. S'il veut la même chose au Canada, j'aimerais qu'il nous expose sa position.

La deuxième chose que le ministre a dite, c'est qu'il était et est toujours un agriculteur. C'est fort louable. Il disait qu'il n'avait pas peur de la concurrence avec les États-Unis, et qu'il en était de même des autres agriculteurs canadiens, pourvu que la situation soit la même pour tous.